Politique de Confidentialité de l'Assistant AAE

1. Responsable du traitement : L'assistant intelligent AAE est proposé par **XXX Assurances Vie**, responsable du traitement des données collectées via cette application.

2. Finalité du traitement :

Les données personnelles collectées via le chatbot sont traitées exclusivement pour les finalités suivantes :

- * Permettre l'authentification des utilisateurs (pseudo, téléphone, profession, âge),
- * Personnaliser les réponses fournies par l'assistant virtuel en fonction du profil utilisateur,
- * Conserver l'historique des échanges à des fins de suivi, d'amélioration continue du service et de conseil adapté à chaque utilisateur.
- 3. Données collectées :

Les données suivantes peuvent être collectées :

- * Numéro de téléphone, profession, tranche d'âge,
- * Historique des questions posées,
- * Informations de navigation (de manière anonyme) à des fins statistiques.

4. Base légale : Le traitement repose sur votre **consentement explicite**, que vous donnez lors de votre inscription.

5. Durée de conservation :

Vos données personnelles sont conservées **pendant 60 jours après votre dernière interaction**, sauf en cas de demande de suppression anticipée. L'historique des questions posées, quant à lui, est conservé pour une durée maximale de 7 jours après votre dernière utilisation du service.

6. Partage des données :

Aucune donnée personnelle ne sera cédée ou vendue à des tiers. Elles sont uniquement utilisées en interne par XXX Assurances Vie.

7. Vos droits : Conformément au RGPD et la Loi béninoise N°2017-20 sur la protection des données personnelles :

- * Vous pouvez à tout moment accéder, rectifier ou supprimer vos données,
- * Vous pouvez également retirer votre consentement ou demander une limitation de traitement.

Pour exercer vos droits, connectez-vous à votre compte utilisateur sur l'assistant, puis accédez aux paramètres pour apporter les modifications souhaitées. Celles-ci seront prises en compte dès le redémarrage de votre session ou dans un délai de 07 jours selon le droit exercé.